

Tract du syndicat Sud destiné à l'ensemble des salariés de l'U.E.S. GFI

Novembre 2002

Compte-rendu de l'entrevue entre le PDG Jacques Tordjman et le syndicat Sud Groupe GFI du 30 octobre 2002 :

Cette réunion s'est tenue en présence de Jacques Poupon (DRH Groupe), Marie-Laurence Carle Empereur (responsable des relations sociales). La délégation du syndicat se composait de Patrick Nicolon (DS Nantes), Pierre Claverie (DS Toulouse), Alain Kaing (DS Paris) et Serge Valy (DSC Lyon).

Le syndicat Sud Groupe GFI est la première organisation à être reçue par le PDG. D'autres entrevues avec les autres syndicats sont planifiées dans le temps.

Le PDG a commencé l'entretien en dressant un tableau des difficultés rencontrées par GFI (et les autres SSII) depuis plus d'un an.

Nos clients ont réduit leurs dépenses informatiques de 20 à 30 %. La visibilité d'une amélioration pour 2003 est très réduite. GFI en 2002 verra son chiffre d'affaires baisser et il y aura une réduction " drastique " de ses marges. De plus les banques n'acceptent plus les découverts bancaires. Le PDG est ensuite revenu rapidement sur l'échec du rapprochement avec Thalés I.S.

Il nous a ensuite annoncé plusieurs mesures devant permettre à GFI de " rebondir " :

- Plus d'acquisitions tant que la situation ne s'améliore pas.
- Assurer la survie du Groupe en faisant rentrer du " cash "
- Préserver le maximum de profits en jouant sur tous les tableaux (réduction des dépenses - salaires - fournisseurs)
- Préparer le rebond en mettant en place une nouvelle organisation :
 - Nomination de Yann Tréal au poste de Directeur des opérations France
 - Faire tomber les " baronnies "
 - Création d'une direction des offres mutualisées
 - Imposer les synergies
 - Faire baisser l'endettement qui devrait être raisonnable en 2002

- Le vivier des inter-contrats est à la disposition de tous les managers

Après cette présentation, les délégués Sud sont intervenus pour remonter du " terrain " le ressenti de la situation qu'en ont les salariés GFI. Tout le monde est conscient des difficultés. Tout le monde est prêt à faire des efforts (salaire, mission pas toujours en rapport avec le profil du salarié, mission éloignée, pression sur les indemnités kilométriques, utilisation des inter chantiers pour donner des formations en interne).

Néanmoins même en période difficile, nous pensons que certains messages forts pourraient être envoyés aux collaborateurs : ouverture de négociations sur la revalorisation des tickets restaurant (ils sont à 40 francs depuis le 1^{er} avril 1998) et des indemnités kilométriques (inchangées depuis décembre 96), reprise du débat sur le compte-épargne temps. Nous souhaitons que ces sujets soient abordés rapidement.

" Compte-rendu Sud " de la commission paritaire :

Dernière réunion le 4 octobre 2002 (voir compte-rendu dans tract du mois dernier)

Prochaine réunion le 19 novembre 2002 (compte-rendu dans le tract de décembre)

Mise au point par rapport au tract Sud du mois d'octobre 2002 :

Une partie de notre tract du mois passé a suscité des réactions inattendues. En effet, notre but n'était pas de provoquer " l'ire " des commerciaux. Notre formulation tenait compte du fait que tous les Ingénieurs Commerciaux n'étaient pas à mettre dans le même sac. Malgré cela, nous avons eu des réactions parfois vives mais qui ont permis d'ouvrir un débat auprès d'une population qui a somme toute assez peu de contacts avec les syndicats. La faiblesse de notre formulation c'est qu'elle évoquait uniquement certains commerciaux, alors que les managers et chefs d'agence ont eux aussi une responsabilité en matière de commerce. De plus, eux sont investis en plus, de la gestion des formations de leurs collaborateurs et ce sont eux qui décident les sanctions disciplinaires (avertissement, licenciement) appliquées aux collaborateurs.

Prud'hommes : votez pour les listes de l'Union Syndicale G10 Solidaires

Le 11 décembre 2002, les collaborateurs de GFI, comme 15 millions de salariés seront appelés à désigner les conseillers prud'homaux dans 1 200 sections de 280 tribunaux. Durant un mandat de 5 ans, ces élus auront à défendre le droit de dizaine de milliers de salariés pour qui les prud'hommes sont souvent le recours ultime contre leur patron.

L'union Syndicale G10 Solidaires n'a pas les moyens de présenter des listes dans tous les

tribunaux, mais elle sera présente avec 176 listes, en priorité dans les grandes villes (Paris, Lyon, Marseille, Nantes, Toulouse, Strasbourg, Lille.....).

Le 11 décembre 2002, votez pour des candidats Solidaires qui ont choisi un syndicalisme différent, jeune et indépendant !